Rwanda : l'opposition en exil accuse Kagame de viser un 3e mandat

@rib News, 26/02/2013 â€“ Source AFP Les deux principaux partis rwandais d'opposition, en exil, ont accusé lundi, dans un communiqué conjoint, le président Paul Kagame de vouloir amender la Constitution afin d'en supprimer l'interdiction de briguer un troisième mandat à la tête du pays. Dans ce texte publié au lendemain d'une réunion commune en Afrique du Sud, les Forces démocratiques unifiées (FDU) et le Congrès national rwandais (RNC) dénoncent les «â€”actuelles manœuvres du président Paul Kagame en vue d'amender la Constitution afin de lui permettre de se présenter à un troisième mandatâ€”».

M. Kagame, qui dirige de facto le Rwanda depuis la prise du pouvoir par sa rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) en 1994, a été élu président à une écrasante majorité en 2003, puis réélu pour un septennat supplémentaire. La Constitution rwandaise stipule que le mandat présidentiel n'est renouvelable qu'"une seule fois". Selon la presse rwandaise, Paul Kagame a encouragé son parti de fléchir à la «transition politique» en 2017, en assurant «la fin du changement» et «la stabilité». Plusieurs analystes y ont vu l'intention du chef de l'Etat et de ses partisans de soumettre à référendum une modification de la Constitution afin de lever l'obstacle juridique à un troisième mandat. Les FDU et le RNC - partis non reconnus par Kigali - estiment dans leur communiqué que M. Kagame cherche «à se maintenir indéfiniment au pouvoir au Rwanda». La présidente des FDU, Victoire Ingabire, a été condamnée en octobre dernier à huit ans de prison à Kigali pour conspiration terroriste et négation du génocide de 1994 contre la minorité tutsi auquel avait mis fin la prise de pouvoir par le FPR. A l'étranger lors du déclenchement du génocide, Mme Ingabire avait été arrêtée peu de temps après son retour au Rwanda début 2010. Elle était revenue avec l'intention de se présenter à la présidentielle contre M. Kagame, que ce dernier avait remporté avec 93% des voix. Le RNC a été créé par d'anciens compagnons d'armes - désormais exilés - de M. Kagame, dont l'ancien chef d'Etat-major de l'armée rwandaise, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, qui a échappé en 2010 à une tentative d'assassinat en Afrique du Sud, où il vit en exil. Il affirme que son élimination a été commanditée par le régime de Kigali.